



**Annuaire Français de Relations Internationales**  
**AFRI 2000, volume I**  
**Editions Bruylant, Bruxelles**

GROOM John, "Perceptions britanniques (de la politique étrangère française)", AFRI  
2000, volume I

Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/groom2000.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : [centre.thucydide@afri-ct.org](mailto:centre.thucydide@afri-ct.org)

## PERCEPTIONS BRITANNIQUES

PAR

A.J.R. GROOM (\*)

Le présent texte comportera quatre séries de remarques, organisées autour des points suivants : les sentiments nourris par les Britanniques à l'égard de la France ; les contacts entre les deux pays ; les domaines de coopération politique ; les principaux problèmes subsistants.

### LES SENTIMENTS

L'importance d'un pays pour un autre ne réside pas seulement dans le commerce entre eux, dans leur force militaire respective ou plus largement dans leur puissance internationale. Elle tient aussi beaucoup à la place que chacun occupe dans la conscience de l'autre, dans son imaginaire collectif, elle dépend donc de la perception qu'il en a. Qu'en est-il de la France pour les Britanniques ? Il me semble que pour eux, il n'existe que deux pays qui comptent vraiment, et qui sont les États-Unis et la France. Mais la France, sur le plan psychologique ou sentimentale, a une importance primordiale. On admet que les Américains sont plus grands que nous, mais nous estimons être plus performants qu'eux. Quant aux Français, ils sont en quelque sorte notre point de repère. Les Britanniques ne sauraient par exemple renoncer aux armes nucléaires tant que les Français en détiennent, et pas davantage démissionner du Conseil de sécurité si les Français y restent. Ils sont donc un point de comparaison permanent : où sont les Français, que pensent les Français, que font les Français ? Ces questions sont toujours dans l'esprit des Britanniques. Peu importe ce que font les Allemands, peu importe ce que font les Japonais, et tous les autres. En définitive, les Français et les Américains sont les principales références psychologiques.

Certes, la manière dont Français et Britanniques traitent les Américains est apparemment différente. Les Britanniques disent toujours « oui, oui, oui, peut-être », tandis que les Français disent toujours « non, non, non, peut-être ». Mais en définitive, les résultats ne sont pas très éloignés. À l'origine, on trouve le sentiment que les deux pays ont et doivent avoir des rôles égaux. Les Britanniques se comparent toujours avec les Français parce qu'ils estiment que les deux pays sont semblables. Ils ont une maturité poli-

(\*) Professeur à l'Université du Kent à Canterbury.

tique et militaire de même envergure; ils ont connu les mêmes problèmes de décolonisation; ils sont confrontés aux mêmes faiblesses dans un monde où il y a des grandes puissances, des superpuissances, etc.; ils doivent dans des conditions comparables se situer par rapport à la puissance américaine, ou par rapport aux questions soulevées par les Allemands. Ainsi, même si les deux pays n'ont pas toujours choisi des politiques identiques, loin s'en faut, les Britanniques sont toujours conduits à se poser la même question : « Que font les Français? Où sont les Français et pourquoi? »

#### LES CONTACTS

On peut s'appuyer à cet égard sur des chiffres tirés d'une communication du Premier ministre britannique, M. Tony Blair. Les exportations de la France vers le Royaume-Uni représentent 10,1 % des importations britanniques, et les exportations britanniques vers la France 8,3 %. Ces chiffres sont du même ordre que ceux qui concernent l'Italie. Ils ne représentent en revanche qu'environ les deux tiers de ceux qui concernent l'Allemagne. S'exprimant devant l'Assemblée nationale française, Tony Blair a déclaré que les liens étaient multiples entre les deux pays : coopération dans le domaine juridique, policier, pour la coproduction de films, en matière de mode. Un tiers des britanniques qui prennent leurs vacances à l'étranger le font en France. Les habitants du Kent font vivre Calais.

D'autres facteurs sont également à prendre en considération. Les deux pays sont multiculturels; ils connaissent une forte immigration, plus forte même qu'aux États-Unis. Le Royaume-Uni a encore appris quelque chose des Français : il y a quelques années, on présentait encore la France comme le pays le plus centralisé du monde. Mais une politique de régionalisation a été mise en œuvre en France, comme dans tous les grands pays de l'Union européenne – Allemagne, Espagne, Italie. Les Britanniques suivent une tendance, et l'on peut penser que d'ici quelques années l'existence même du Royaume-Uni sera mise en cause, dans la mesure où l'on paraît se diriger vers l'indépendance de l'Écosse et de l'Irlande du Nord.

#### LA POLITIQUE ACTUELLE

Elle est pour le moment dominée par les perspectives ouvertes par les accords de Saint-Malo, qui marquent un important rapprochement franco-britannique en matière de défense et de sécurité européennes. Même bilatéraux, ils ne peuvent manquer d'entraîner des conséquences pour l'ensemble de l'Union. Dans le domaine des armes nucléaires, les Français ont depuis longtemps souhaité une coopération avec les Britanniques, coopération que les Britanniques ont longtemps refusée car ils ne voulaient pas remettre en

cause leurs liens avec les Américains. La situation a désormais changé. Dans le domaine de l'Afrique, région où les deux pays ont des intérêts mais aussi une compétition traditionnelle, cent ans après Fachoda, la méfiance demeure toujours entre les services de renseignement respectifs. Quant aux liens spéciaux avec les États-Unis, ils ne subsistent guère précisément qu'entre services de renseignement américains et britanniques.

Mais revenons à la défense et aux perspectives de Saint-Malo. Les Britanniques considèrent que, au sein de l'Union européenne, il n'existe que deux pays d'envergure mondiale, tant sur le plan politique que sur le plan militaire, la France et le Royaume-Uni. Ce sont deux pays « guerriers ». Peut-être, contrairement à beaucoup d'autres, aiment-ils faire la guerre. Le souhait du Royaume Uni est d'élargir le *consensus* avec la France en matière de politique étrangère et pour la coopération en matière de défense. Tel est du moins la manière dont les Britanniques envisagent les fruits de Saint-Malo. Il existe déjà un certain nombre d'accords pragmatiques sur le plan nucléaire entre les armées de l'air et les armées de terre ; ces accords concernent maintenant la marine avec la possibilité de la construction de porte-avions géants pour les deux pays.

Le gouvernement Blair voudrait voir l'Europe se doter d'une capacité d'action autonome, fondée sur une coopération militaire franco-britannique et dotée de forces armées crédibles. Avec les accords de Saint-Malo, les britanniques prennent leurs distances par rapport aux États-Unis. Ils demandent en même temps aux Français d'édifier une partie de l'Europe de la défense dans le cadre de l'OTAN, sans pousser les choses trop vite. On doit également tenir compte d'une coopération réalisée sur le terrain entre armées de terre. Durant l'intervention en Bosnie par exemple, on a vu beaucoup d'officiers français parler en anglais à la télévision britannique. C'est là une grande nouveauté, dont la portée est plus que symbolique. C'est ainsi qu'existe maintenant une commission conjointe sur le maintien de la paix, et que les deux pays élaborent une doctrine commune sur le sujet.

Les deux pays sont donc d'accord pour discuter bilatéralement avant les discussions au sein de l'Union européenne. Nous avons ainsi traversé un petit Rubicon. Pourquoi les Britanniques favorisent-ils de telles initiatives ? L'interprétation que l'on peut retenir est que le gouvernement Blair est très conscient de ce que sa marge de manœuvre est très restreinte sur le plan monétaire. Les raisons techniques sont ici déterminantes, dans la mesure où les cycles des économies respectives du Royaume-Uni et de l'Euroland ne coïncident pas. Mais cette situation est appelée à évoluer. On ne doit pas non plus oublier que l'opinion publique britannique est hostile à l'Euro. On ne peut non plus ignorer que la politique durablement suivie par Madame Thatcher a isolé le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Le problème du gouvernement est de trouver une carte à jouer à l'échelle euro-

péenne, qui ne peut guère être que la carte française. Telle est vraisemblablement l'approche de Saint-Malo du gouvernement Tony Blair.

### LES PROBLÈMES

Ceux qui subsistent entre les deux pays sont nombreux.

– Sur le *plan universel*, les conceptions françaises et britanniques sont loin d'être convergentes sur de nombreux dossiers, notamment sur ceux qui concernent la paix et la sécurité : on peut ainsi évoquer les exemples de l'Iran, de l'Iraq, de la Libye, mais aussi le Nigeria et même les essais nucléaires indiens et pakistanais.

– Pour ce qui concerne les perspectives de l'*élargissement de l'Union européenne*, les opinions divergent également. L'exemple de Chypre est particulièrement significatif. Les Britanniques sont très attachés à cette participation, même si on peut penser que la France a de bons arguments à son encontre.

– On peut encore relever de sensibles divergences quant à la politique que l'Union européenne devrait suivre à l'égard du *processus de paix au Proche-Orient*. Les Français, conformément à leurs vues traditionnelles, souhaiteraient une politique vigoureuse et active. Les Britanniques préfèrent ne pas heurter les Américains, très soucieux d'éviter les interférences extérieures, sur ce terrain.

– S'agissant des *relations entre les gouvernements* respectifs, on peut signaler quelques sources de frottement. La cohabitation française peut soulever des petits problèmes lorsque MM. Chirac et Jospin ne sont pas d'accord. La cohabitation entre M. Blair et M. Jospin n'est pas non plus toujours aussi cordiale qu'elle pourrait l'être, et l'on sait bien qu'ils s'inspirent de deux conceptions très différentes de la gauche et du socialisme démocratique en Europe.

– De façon plus générale, le *Foreign Office* a du mal à *convaincre ses partenaires*, après cinquante années d'expériences contraires, que la politique britannique vis-à-vis de l'Europe a changé. Il est particulièrement difficile de convaincre les Français que cette politique est devenue pragmatique et a rompu avec ses présupposés théoriques. Il est clair qu'il faudra quelques années et des démonstrations positives pour convaincre les partenaires européens que le gouvernement britannique ne donnera pas systématiquement la priorité aux relations transatlantiques sur la solidarité européenne. La tendance va pourtant dans le sens d'un engagement européen croissant.

– Pour finir, on peut revenir à ce dossier européen essentiel qu'est l'*Euro*. On a souligné tout à l'heure l'importance du problème économique pour le Royaume-Uni. Le problème politique n'est pas moins considérable à moyen terme. Les deux grands partis politiques se sont prononcés en faveur d'un

référendum sur la question de l'entrée du pays dans la zone Euro. Mais quand pourra-t-il avoir lieu ? Avant les prochaines élections législatives, prévues pour dans trois ans ? Avant ou après cette entrée dans la zone Euro ? On doit constater que le Royaume-Uni est déjà de fait dans cette zone. Il reste à convaincre l'opinion publique britannique, très attachée pour un ensemble de raisons à la Livre Sterling.

Pour conclure sur les relations franco-britanniques, l'attitude du gouvernement britannique est que l'Entente est cordiale et qu'elle s'approfondit de plus en plus – mais, Messieurs les Français, il faut vous méfier : la perfide Albion veut être votre amie !